

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Mathieu-de-Beloeil

Code géographique : 57045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Doris Parent, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Mathieu-de-Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saint-Mathieu-de-Beloil pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-05-01

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Brossard
Le 1er mai 2017

[Original signé par]

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105474

DATE 2017-05-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 781 496	4 862 442	4 537 630			4 537 630
Compensations tenant lieu de taxes	2	195	200	7			7
Quotes-parts	3					566 354	
Transferts	4	140 660	497 884	175 309		45 086	220 395
Services rendus	5	204 248	156 575	178 161		529 680	707 841
Imposition de droits	6	245 633	162 643	313 240			313 240
Amendes et pénalités	7	200	500			84 008	84 008
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	44 453	45 000	77 222		5 921	83 143
Autres revenus	10	40 895	10 250	66 093		1 336	67 429
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 457 780	5 735 494	5 347 662		1 232 385	6 013 693
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					2 833	
Transferts	15			1 920 271			1 920 271
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16						
Autres	17	36 863		6 299		5 741	12 040
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19	36 863		1 926 570		8 574	1 932 311
	20	5 494 643	5 735 494	7 274 232		1 240 959	7 946 004
Charges							
Administration générale	21	814 418	790 638	785 604	30 486	109 005	925 095
Sécurité publique	22	860 029	920 392	911 577	18 668	590 902	981 208
Transport	23	727 803	877 033	899 004	340 910		1 239 914
Hygiène du milieu	24	806 813	889 683	426 574	296 363	643 196	1 336 885
Santé et bien-être	25						
Aménagement, urbanisme et développement	26	252 525	297 593	242 012	1 677		243 689
Loisirs et culture	27	177 757	205 401	217 179	54 790		271 969
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	391 597	449 711	461 446		95 584	557 030
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31	622 047	625 264	742 894	(742 894)		
	32	4 652 989	5 055 715	4 686 290		1 438 687	5 555 790
Excédent (déficit) de l'exercice	33	841 654	679 779	2 587 942		(197 728)	2 390 214

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	841 654		679 779		2 587 942	(197 728)	2 390 214
Moins: revenus d'investissement	2	(36 863)	()	()	()	(1 926 570)	(8 574)	(1 932 311)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	804 791		679 779		661 372	(206 302)	457 903
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	622 047		625 264		742 894	322 097	1 064 991
Produit de cession	5	4 675				500	581	1 081
(Gain) perte sur cession	6	(4 678)				(500)	(581)	(1 081)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	622 044		625 264		742 894	322 097	1 064 991
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					75 821	9 642	85 463
Remboursement de la dette à long terme	17	(851 628)	()	(1 135 726)	()	(844 901)	(106 339)	(951 240)
	18	(851 628)		(1 135 726)		(769 080)	(96 697)	(865 777)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(121 171)	()	(295 976)	()	(137 062)	(36 014)	(173 076)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					52 500		52 500
Excédent de fonctionnement affecté	21			126 659				
Réserves financières et fonds réservés	22	115 223				(58 401)	(11 457)	(69 858)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(660)	(660)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(5 948)		(169 317)		(142 963)	(48 131)	(191 094)
	26	(235 532)		(679 779)		(169 149)	177 269	8 120
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	569 259				492 223	(29 033)	466 023

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	36 863		1 926 570	8 574	1 932 311
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(10 490)	()	(7 629)	(256)	(7 885)
Sécurité publique	3	()	()	()	(10 922)	(10 922)
Transport	4	(78 005)	()	(54 439)	()	(54 439)
Hygiène du milieu	5	(442 722)	()	(6 548 633)	(44 587)	(6 593 220)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(38 332)	()	(46 495)	()	(46 495)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(569 549)	()	(6 657 196)	(55 765)	(6 712 961)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13			2 982 179	133 941	3 116 120
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	121 171	295 976	137 062	36 014	173 076
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17				7 215	7 215
	18	121 171	295 976	137 062	43 229	180 291
	19	(448 378)	295 976	(3 537 955)	121 405	(3 416 550)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(411 515)	295 976	(1 611 385)	129 979	(1 484 239)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	841 654	679 779	2 587 942	(197 728)	2 390 214
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	569 549		6 657 196	55 765	6 712 961
Produit de cession	3	4 675		500	581	1 081
Amortissement	4	622 047	625 264	742 894	322 097	1 064 991
(Gain) perte sur cession	5	(4 678)		(500)	(581)	(1 081)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	52 495	625 264	(5 914 302)	266 332	(5 647 970)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				3 228	3 228
Variation des autres actifs non financiers	10	1 047			244	244
	11	1 047			3 472	3 472
	12	895 196	1 305 043	(3 326 360)	72 076	(3 254 284)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	895 196	1 305 043	(3 326 360)	72 076	(3 254 284)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(14 652 678)		(13 757 482)	(948 920)	(14 706 402)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(14 652 678)		(13 757 482)	(948 920)	(14 706 402)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(13 757 482)		(17 083 842)	(876 844)	(17 960 686)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
					<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	1 629 574	2 607 192	479 510	3 086 702	
Débiteurs (note 5)	2	3 966 720	5 921 739	2 328 600	8 250 339	
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4	500 000	500 000		500 000	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6					
Autres actifs financiers (note 9)	7					
	8	6 096 294	9 028 931	2 808 110	11 837 041	
PASSIFS						
Découvert bancaire	9					
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 750 000	6 415 000		6 415 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	855 990	1 457 986	225 303	1 683 289	
Revenus reportés (note 12)	12	489 676	605 729	77 081	682 810	
Dettes à long terme (note 13)	13	14 758 110	17 634 058	3 365 641	20 999 699	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			16 929	16 929	
	15	19 853 776	26 112 773	3 684 954	29 797 727	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 757 482)	(17 083 842)	(876 844)	(17 960 686)	
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 15)	17	29 289 818	35 204 120	10 380 636	45 584 756	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18					
Stocks de fournitures	19	16 449	16 449	32 145	48 594	
Autres actifs non financiers (note 17)	20			4 557	4 557	
	21	29 306 267	35 220 569	10 417 338	45 637 907	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 219 283	1 587 006	432 219	2 019 225	
Excédent de fonctionnement affecté	23	35 000	70 000	41 250	111 250	
Réserves financières et fonds réservés	24	504 084	648 262	23 673	671 935	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(134 146)	(165 243)	(25 730)	(190 973)	
Financement des investissements en cours	26	(4 129 161)	(5 789 323)	14 050	(5 775 273)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	18 053 725	21 786 025	9 055 032	30 841 057	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28					
	29	15 548 785	18 136 727	9 540 494	27 677 221	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	841 654	2 587 942	(197 728)	2 390 214
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	622 047	742 894	322 097	1 064 991
Autres					
- Produit de cession	3	(4 678)	(500)	(581)	(1 081)
-	4				
	5	1 459 023	3 330 336	123 788	3 454 124
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	535 024	(1 955 019)	311 274	(1 679 151)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(305 888)	601 996	(46 109)	591 293
Revenus reportés	9	(46 843)	116 053	69 555	185 608
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10			(14 372)	(14 372)
Stocks de fournitures	11				
Autres actifs non financiers	12			3 228	3 228
	13	1 047		244	244
	14	1 642 363	2 093 366	447 608	2 540 974
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	569 549 ) (	6 657 196 ) (	55 766 ) (	6 712 962)
Produit de cession	16	4 675	500	581	1 081
	17	(564 874)	(6 656 696)	(55 185)	(6 711 881)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23		4 150 000	213 108	4 363 108
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 253 525 ) (	1 256 856 ) (	370 215 ) (	1 627 071)
Variation nette des emprunts temporaires	25		2 665 000		2 665 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	44 724	(17 196)	(5 595)	(22 791)
-	27				
-	28				
	29	(1 208 801)	5 540 948	(162 702)	5 378 246
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(131 312)	977 618	229 721	1 207 339
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	1 760 886	1 629 574	249 789	1 879 363
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)					
Solde redressé	32				
	33	1 760 886	1 629 574	249 789	1 879 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	1 629 574	2 607 192	479 510	3 086 702

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Administration</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u> ¹
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>		<u>contrôlés</u>	
Rémunération	1	704 218	931 882	685 645	607 697	1 293 342
Charges sociales	2	133 957	89 438	134 434	143 137	277 571
Biens et services	3	1 510 826	1 845 651	1 752 851	266 492	2 019 343
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	346 873	449 711	402 821	90 481	493 302
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	44 724		58 625	5 103	63 728
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 243 206	1 113 769	861 787		292 600
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	47 138		47 233	3 680	50 913
Amortissement des immobilisations	14	622 047	625 264	742 894	322 097	1 064 991
Autres						
-	15					
-	16					
-	17					
	18	4 652 989	5 055 715	4 686 290	1 438 687	5 555 790

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	4 862 442	4 537 630	4 781 496
Compensations tenant lieu de taxes	2	200	7	195
Quotes-parts	3			89 352
Transferts	4	794 682	2 140 666	197 049
Services rendus	5	392 917	707 841	440 487
Imposition de droits	6	162 643	313 240	245 633
Amendes et pénalités	7	90 425	84 008	79 071
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	46 733	83 143	51 780
Autres revenus	10	33 743	79 469	151 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 383 785	7 946 004	6 036 929
Charges				
Administration générale	14	941 399	925 095	946 568
Sécurité publique	15	1 013 647	981 208	888 516
Transport	16	1 164 221	1 239 914	1 015 570
Hygiène du milieu	17	1 110 954	1 336 885	1 375 775
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	297 800	243 689	254 202
Loisirs et culture	20	247 220	271 969	221 193
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	559 541	557 030	507 550
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 334 782	5 555 790	5 209 374
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 049 003	2 390 214	827 555
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		25 287 007	24 459 452
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			
Solde redressé	28		25 287 007	24 459 452
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		27 677 221	25 287 007

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 049 003	2 390 214	827 555
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	24 565 ) (	6 712 961 ) (	927 166)
Produit de cession	3		1 081	5 808
Amortissement	4	639 454	1 064 991	945 410
(Gain) perte sur cession	5		(1 081)	(5 811)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	614 889	(5 647 970)	18 241
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		3 228	(1 123)
Variation des autres actifs non financiers	10		244	880
	11		3 472	(243)
	12	1 663 892	(3 254 284)	845 553
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 663 892	(3 254 284)	845 553
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(14 706 402)	(15 551 955)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(14 706 402)	(15 551 955)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(17 960 686)	(14 706 402)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 086 702	1 879 363
Débiteurs (note 5)	2	8 250 339	6 571 188
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	500 000	500 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>11 837 041</u>	<u>8 950 551</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 415 000	3 750 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 683 289	1 091 996
Revenus reportés (note 12)	12	682 810	497 202
Dette à long terme (note 13)	13	20 999 699	18 286 454
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	16 929	31 301
	15	<u>29 797 727</u>	<u>23 656 953</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(17 960 686)</u>	<u>(14 706 402)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	45 584 756	39 936 786
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	48 594	51 822
Autres actifs non financiers (note 17)	20	4 557	4 801
	21	<u>45 637 907</u>	<u>39 993 409</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>27 677 221</u>	<u>25 287 007</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 2 390 214	827 555
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 1 064 991	945 410
Autres		
- Produit de cession	3 (1 081)	(5 811)
-	4	
	5 3 454 124	1 767 154
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 (1 679 151)	820 641
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 591 293	(307 766)
Revenus reportés	9 185 608	(44 414)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 (14 372)	(6 006)
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12 3 228	(1 123)
Autres actifs non financiers	13 244	880
	14 2 540 974	2 229 366
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (6 712 962)	(927 166)
Produit de cession	16 1 081	5 808
	17 (6 711 881)	(921 358)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats		
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ()	()
Cession	21	
	22	
Activités de financement (note 23)		
Émission de dettes à long terme	23 4 363 108	10 688
Remboursement de la dette à long terme	24 (1 627 071)	(1 607 173)
Variation nette des emprunts temporaires	25 2 665 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26 (22 791)	46 974
Autres		
-	27	
-	28	
	29 5 378 246	(1 549 511)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
	30 1 207 339	(241 503)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	31 1 879 363	2 120 866
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	
Solde redressé	33 1 879 363	2 120 866
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)		
	34 3 086 702	1 879 363

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes municipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation ligne par ligne
La Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	20,11 %
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	1,65 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures 2,5 %, 5, % et 6,67 %

Bâtiments 2,5 %, 3,33 % et 5 %

Véhicules 5 %, 10 %, 33 %

Ameublement et équipement de bureau 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers 5 %, 10 %, 20 % et 33 %

Améliorations locatives 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus***Constations des revenus***

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensation tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections de salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante: Valeur lissée - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Avantages sociaux futurs:

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative restante du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	9 860	7 913
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	169 847	225 904
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	6 279 134	5 424 933
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 031 979	178 424
Organismes municipaux	7	578 276	586 973
Autres			
- Intérêts courus	8	263	2 927
- Mutations et autres	9	190 840	152 027
	10	8 250 339	6 571 188
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 660 982	5 255 666
Organismes municipaux	12	503 595	464 605
Autres tiers	13		
	14	6 164 577	5 720 271
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	5 654	6 096
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	500 000	500 000
	24	500 000	500 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (16 929)	(31 301)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ()	()
	28 <u>(16 929)</u>	<u>(31 301)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 35 343	42 290
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 36 899	38 996
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 7 727	6 700
	34 <u>79 969</u>	<u>87 986</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie de deux ouvertures de crédit bancaire au montant de 4 354 000 \$ et de 5 226 000 \$, respectivement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2015) et renouvelable annuellement.

Un organisme contrôlé bénéficie d'emprunt temporaires autorisés d'un montant de 17 066 373 \$ (Quote-part de la municipalité de 3 432 048 \$) portant intérêt au taux préférentiel (2,7 %; 2,7 % au 31 décembre 2015) et renouvelable annuellement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	38	326 025	370 376
Salaires et avantages sociaux	39	136 327	150 794
Dépôts et retenues de garantie	40	1 063 717	436 113
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus	44	157 220	134 713
-	45		
-	46		
-	47		
-	48		
	49	1 683 289	1 091 996

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50	9 041	13 480
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	596 688	476 196
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Services rendus - eaux	56	74 792	4 710
- Autres	57	2 289	2 816
-	58		
-	59		
	60	682 810	497 202

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	4,61	2017	2021	61	21 016 314	18 227 044
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37	2017	2020	67	12 035	13 793
Autres	0,00	0,00	2018	2018	68	102 950	154 426
					69	21 131 299	18 395 263
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(131 600)	(108 809)
					71	20 999 699	18 286 454

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2016</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2017	72	80	2 135 361	88	5 530	97	51 476	105	2 192 367
2018	73	81	12 226 143	89	4 232	98	51 474	106	12 281 849
2019	74	82	1 514 106	90	1 881	99		107	1 515 987
2020	75	83	690 956	91	392	100		108	691 348
2021	76	84	4 449 748	92		101		109	4 449 748
2022 et +	77	85		93		102		110	
	78	86	21 016 314	94	12 035	103	102 950	111	21 131 299
Intérêts et frais accessoires				95	()			112	()
	79	87	21 016 314	96	12 035	104	102 950	113	21 131 299

Note

Les intérêts sur les obligations de contrats de location-acquisition s'élèvent à 393 \$ en 2016 (297 \$ en 2015).

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(17 960 686)	(14 706 402)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(17 960 686)	(14 706 402)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	146		173		200		
Eaux usées	119	147		174		201		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	9 932 451	148	175		202		9 932 451
Autres	121	20 042 817	149	4 129 808	176	203		24 172 625
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	6 068 076	151	11 118	178	205		6 079 194
Améliorations locatives	124	18 184	152	386	179	206		18 570
Véhicules	125	612 575	153	7 933	180	11 237	207	609 271
Ameublement et équipement de bureau	126	355 906	154	10 197	181		208	366 103
Machinerie, outillage et équipement divers	127	347 334	155	34 843	182	(1 056)	209	383 233
Terrains	128	396 362	156	12 561	183		210	408 923
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>37 773 705</u>	158	<u>4 206 846</u>	185	<u>10 181</u>	212	<u>41 970 370</u>
Immobilisations en cours	131	<u>12 792 058</u>	159	<u>2 506 115</u>	186	<u>1 056</u>	213	<u>15 297 117</u>
	132	<u>50 565 763</u>	160	<u>6 712 961</u>	187	<u>11 237</u>	214	<u>57 267 487</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133		161		188		215	
Eaux usées	134		162		189		216	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	2 067 115	163		190		217	2 067 115
Autres	136	4 808 295	164	851 927	191		218	5 660 222
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	2 891 029	166	110 572	193		220	3 001 601
Améliorations locatives	139	17 992	167	65	194		221	18 057
Véhicules	140	306 778	168	51 660	195	11 237	222	347 201
Ameublement et équipement de bureau	141	310 482	169	15 232	196		223	325 714
Machinerie, outillage et équipement divers	142	227 286	170	35 535	197		224	262 821
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>10 628 977</u>	172	<u>1 064 991</u>	199	<u>11 237</u>	226	<u>11 682 731</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>39 936 786</u>					227	<u>45 584 756</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	53 582	231	7 933	233	11 237	235	50 278
Amortissement cumulé	229	(34 365)	232	(8 022)	234	(11 237)	236	(31 150)
Valeur comptable nette	230	<u>19 217</u>					237	<u>19 128</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais reportés	244	4 557
-	245	4 801
-	246	
Autres		
-	247	
-	248	
	249	4 557
		4 801
Note		

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats d'enlèvement des ordures, d'assurances collectives et autres engagements échéant jusqu'en 2031, à verser une somme totale de 1 088 408 \$ durant cette période.

Les Régies se sont engagées, en vertu de contrats de location de locaux et d'équipements échéant à différentes dates jusqu'en 2021, à verser des loyers totalisant 10 788 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 6 376 \$ en 2017, à 1 762 \$ en 2018, à 1 376 \$ en 2019, à 1 115 \$ en 2020 et à 159 \$ en 2021.

De plus, une des régies s'est engagée d'après un contrat de fourniture d'oxygène liquide échéant en décembre 2017, à verser une somme totale de 20 970 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

La municipalité fait l'objet de poursuites pour un montant de 1 848 963 \$. La direction est d'avis que ces poursuites sont non fondées et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces poursuites pourront faire l'objet de financement à long terme suite à une décision du conseil municipal.

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent croit au bien-fondé de la défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant une réserve financière, un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectation ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie des surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Réserves financières et fonds réservés

En vertu de la charte de la municipalité, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants;

Le fonds réservé - Fonds de roulement sert principalement au financement de charges en immobilisations. Le terme de remboursement de ces emprunts ne peut excéder 10 ans. L'utilisation du fonds de roulement est conditionnée par la politique de capitalisation qui définit ce qu'est une charge en immobilisations.

La réserve financière - Vidange bassin est créée pour le financement des dépenses relatives à la vidange des bassins d'épuration des eaux usées et à la disposition des boues provenant de ces bassins.

La réserve financière - Aéroport est créée pour le financement des dépenses relatives à l'entretien majeur des infrastructures de la piste de l'aéroport.

La réserve financière - Rôle d'évaluation est créée pour le financement des dépenses des services d'évaluation : équilibrage et maintien d'inventaire du rôle

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Chiffres correspondants

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés (ou par les organismes auxquels elle participe), après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur le budget présenté à titre de comparatif.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016		2015
Encaisse	250	3 086 702		1 879 363
Découvert bancaire	251	()	()	
<i>Ajouter</i>				
-	252			
-	253			
-	254			
-	255			
<i>Déduire</i>				
-	256	()	()	
-	257	()	()	
-	258	()	()	
-	259	()	()	
-	260	()	()	
-	261	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	3 086 702		1 879 363

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

- 24** Fonds de roulement
La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 350 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.
-
- 25** Emprunts bancaires
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2015) et est renouvelable annuellement.
-
- 26** Provision pour contestation d'évaluation
Un contribuable non résidentiel a contesté l'évaluation foncière de sa propriété inscrite au rôle pour les exercices 2014 et 2015. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.
Advenant un jugement défavorable pour la municipalité concernant ce litige, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.
-

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 019 225	1 725 081
Excédent de fonctionnement affecté	2	111 250	35 000
Réserves financières et fonds réservés	3	671 935	520 218
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	190 973 ) (	153 146)
Financement des investissements en cours	5	(5 775 273)	(4 245 086)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 841 057	27 404 940
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	27 677 221	25 287 007
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 587 006	1 219 279
Organismes contrôlés ¹	10	432 219	505 802
	11	2 019 225	1 725 081
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aéroport	12	70 000	35 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	70 000	35 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Projets spéciaux	22	20 625	
- Éventualités	23	20 625	
-	24		
	25	41 250	
	26	111 250	35 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Vidange bassin	27	90 000	80 000
- Infrastructure aéroport	28	26 216	26 216
- Rôle d'évaluation	29	148 000	111 000
-	30		
-	31		
	32	264 216	217 216
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	213 733	180 585
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	62 386	13 609
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
- Activités de fonctionnement	40	131 600	108 808
-	41		
	42	407 719	303 002
	43	671 935	520 218

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (12 491)	(13 464)
Régimes non capitalisés	45 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ()	()
Autres	47 (3 152)	(3 465)
Régimes non capitalisés	48 ()	()
	49 (9 339)	(9 999)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ()	()
Autres		
-	53 ()	()
-	54 ()	()
	55 (9 339)	(9 999)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres		
-	61 ()	()
-	62 ()	()
	63 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (181 634)	(143 147)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres		
-	67 ()	()
-	68 ()	()
	69 (181 634)	(143 147)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (190 973)	(153 146)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 14 050	
Investissements à financer	77 (5 789 323 ) (	( 4 245 086)
	78 (5 775 273)	(4 245 086)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 45 584 756	39 936 786
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 45 584 756	39 936 786
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 20 999 699	18 286 454
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 131 600	108 809
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (6 205 966 ) (	( 5 720 271)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (165 242 ) (	( 134 146)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (16 392 ) (	( 9 000)
	90 14 743 699	12 531 846
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 14 743 699	12 531 846
	93 30 841 057	27 404 940

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de service reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédent la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédent la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieurs au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et des préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) **Policiers syndiqués:** 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieur à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,95% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) **Cadres:** 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 12,15% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) **Employés de bureau et préposés aux communications:** 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8,80% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédant, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (31 301)	(37 307)
Charge de l'exercice	5 (35 343)	(42 290)
Cotisations versées par l'employeur	6 49 715	48 296
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(16 929)</u>	<u>(31 301)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 1 621 422	1 482 327
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>1 767 827</u>)	(<u>1 537 454</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (146 405)	(55 127)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>129 476</u>	<u>23 826</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (16 929)	(31 301)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(16 929)</u>	<u>(31 301)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>1 621 422</u>	<u>1 474 820</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>1 767 827</u>)	(<u>1 537 454</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>146 405</u>)	(<u>62 634</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 62 205	64 086
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>62 205</u>	<u>64 086</u>
Cotisations salariales des employés	22 (34 089)	(33 066)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 28 116	31 020
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 2 706	4 389
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>30 822</u>	<u>35 409</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 94 578	87 649
Rendement espéré des actifs	34 (90 057)	(80 768)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 4 521	6 881
Charge de l'exercice	36 <u>35 343</u>	<u>42 290</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 101 888	112 349
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (90 057)	(80 768)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 11 831	31 581
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (120 186)	(6 171)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 46 596	33 743
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 613 733	1 496 649
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 51 959	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 549	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u> 36 899 </u>	<u> 38 996 </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	22	23

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	2 201	1 988
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	7 727	6 700
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	7 727	6 700
100	7 727	6 700

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	17 751 845
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 789 323
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	62 386
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	4 127 119
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	41 389
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	19 310 274
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 327 590
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	20 637 864
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	152 317
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	20 790 181
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	20 790 181
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	3 425 245	3 495 898	3 495 898	3 348 990
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	10 000			
	9	3 435 245	3 495 898	3 495 898	3 348 990
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	398 607	8 203	8 203	393 663
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	151 248	163 735	163 735	169 840
Matières résiduelles	13	185 557	198 219	198 219	191 384
Autres					
-Aéroport	14		51 578	51 578	51 586
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		14 012	14 012	12 971
Service de la dette	18	691 785	605 985	605 985	613 062
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	1 427 197	1 041 732	1 041 732	1 432 506
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 427 197	1 041 732	1 041 732	1 432 506
	26	4 862 442	4 537 630	4 537 630	4 781 496

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	200	7	195
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	200	7	195
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	200	7	195
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	200	7	195

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		39	61
Sécurité publique			39	
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	6 000	36 953	16 013
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		45 086	53 395
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	488 884	116 266	87 906
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		16 886	33 367
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	3 000	5 165	3 313
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	497 884	175 309	194 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			2 994
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 920 271	1 920 271	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 920 271	1 920 271	2 994

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	497 884	2 095 580	2 140 666
				197 049

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	85 350	85 642	85 642
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	85 350	85 642	85 642
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		467 284	178 417
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		467 284	178 417
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	85 350	85 642	552 926
				269 724

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	24 100	45 221	56 381
Sécurité publique	183	39 125		28 040
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		1 359	36 937
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	8 000	6 700	11 300
Loisirs et culture	193		39 239	38 105
Réseau d'électricité	194			
	195	71 225	92 519	170 763
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	156 575	178 161	440 487
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	20 000	22 182	24 081
Droits de mutation immobilière	198	142 643	291 058	221 552
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	162 643	313 240	245 633
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	500		79 071
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	45 000	77 222	51 780
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		500	5 811
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		5 741	72 369
Autres contributions	211			
Autres	212	10 250	71 892	73 686
	213	10 250	72 392	151 866
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	116 408	106 335		106 335	111 772	108 831
Greffe et application de la loi	2	54 400	84 732		84 732	91 375	71 073
Gestion financière et administrative	3	460 267	465 112	30 486	495 598	573 695	568 935
Évaluation	4	106 563	88 799		88 799	88 799	108 859
Gestion du personnel	5	25 000	14 310		14 310	29 399	42 043
Autres							
- Autres	6	28 000	26 316		26 316	30 055	46 827
-	7						
	8	790 638	785 604	30 486	816 090	925 095	946 568
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	588 092	606 148	18 668	624 816	675 779	645 422
Sécurité incendie	10	319 300	297 781		297 781	297 781	234 638
Sécurité civile	11	11 500	7 648		7 648	7 648	7 592
Autres	12	1 500					864
	13	920 392	911 577	18 668	930 245	981 208	888 516
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	472 282	500 105	340 910	841 015	841 015	694 879
Enlèvement de la neige	15	206 930	208 418		208 418	208 418	133 479
Éclairage des rues	16	27 500	30 696		30 696	30 696	30 118
Circulation et stationnement	17	20 500	21 101		21 101	21 101	20 399
Transport collectif							
Transport en commun	18	105 000	96 377		96 377	96 377	93 838
Transport aérien	19		42 307		42 307	42 307	42 857
Transport par eau	20						
Autres	21	44 821					
	22	877 033	899 004	340 910	1 239 914	1 239 914	1 015 570

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	456 927			555 664	247 923
Réseau de distribution de l'eau potable	24	103 143	60 909	294 153	413 346	776 360
Traitement des eaux usées	25	25 415	99 445	2 210	101 655	95 879
Réseaux d'égout	26		5 075		5 075	7 112
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	176 170	176 170		176 170	179 082
Élimination	28					32
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	41 132	41 132		41 132	38 337
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	356	103		103	
Autres	36		10 116		10 116	9 639
Cours d'eau	37	63 000	18 391		18 391	10 152
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	23 540	15 233		15 233	11 259
	40	889 683	426 574	296 363	722 937	1 336 885
						1 375 775
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	187 410	130 638	1 677	132 315	158 222
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	13 436				
Autres biens	47	400				
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48		11 436		11 436	12 179
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	96 347	99 938		99 938	83 801
	52	297 593	242 012	1 677	243 689	254 202

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	44 350	46 932		46 932	46 932	42 219
Patinoires intérieures et extérieures	54						
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	117 621	129 669	47 867	177 536	177 536	134 884
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	5 500					
Autres	59		7 012		7 012	7 012	6 123
	60	167 471	183 613	47 867	231 480	231 480	183 226
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	37 930	33 566	6 923	40 489	40 489	37 967
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	37 930	33 566	6 923	40 489	40 489	37 967
	67	205 401	217 179	54 790	271 969	271 969	221 193
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	449 711	402 821		402 821	489 256	453 116
Autres frais	70					4 046	2 250
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					4 521	6 881
Autres	72		58 625		58 625	59 207	45 303
	73	449 711	461 446		461 446	557 030	507 550
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	625 264	742 894	(742 894)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Brossard
Le 1er mai 2017

[Original signé par]

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105474

DATE 2017-05-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>4 537 630</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>4 537 630</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	4 537 630
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>4 537 630</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	795 940	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	14 012	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>809 952</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>3 727 678</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>567 458 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>575 044 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>571 251 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 727 678</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>571 251 300</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| | | , | 6 | 5 | 2 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 767	12 600	1 056
Usines de traitement de l'eau potable	2		8 550	330 387
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 891 614	2 891 614	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 683 103	3 683 103	428 454
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	43 174	43 174	24 779
Autres infrastructures	11			5 349
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 336	4 336	67 803
Améliorations locatives	15		386	61
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		7 933	39 606
Ameublement et équipement de bureau	18	4 462	7 030	13 266
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 179	41 674	8 312
Terrains	20	12 561	12 561	8 093
Autres	21			
	22	6 657 196	6 712 961	927 166

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	9 767	12 600	1 056
Usines de traitement de l'eau potable	24		8 550	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	2 891 614	2 891 614	
Autres infrastructures	27	3 726 277	3 726 277	30 128
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			330 387
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			428 454
Autres immobilisations	33	29 538	73 920	137 141
	34	6 657 196	6 712 961	927 166

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	18 227 044	4 359 144	1 569 874	21 016 314
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	13 793	3 964	5 722	12 035
Autres	6	154 426		51 476	102 950
	7	18 395 263	4 363 108	1 627 072	21 131 299
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	13 609	48 777		62 386
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 665 216	949 772	396 988	8 218 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	4 996 167	2 614 988	966 208	6 644 947
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	12 674 992	3 613 537	1 363 196	14 925 333
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 255 666	650 219	244 903	5 660 982
Organismes municipaux	17	464 605	57 963	18 973	503 595
Autres tiers	18				
	19	5 720 271	708 182	263 876	6 164 577
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20		41 389		41 389
	21	5 720 271	749 571	263 876	6 205 966
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	5 720 271	749 571	263 876	6 205 966
	26	18 395 263	4 363 108	1 627 072	21 131 299
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	18 395 263	4 363 108	1 627 072	21 131 299

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	55 788	55 788	51 026
Sécurité publique				
Police	4	539 718	539 939	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		96 377	92 638
Autres	10	50 000	99 938	83 801
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	456 927	58 809	95 623
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	11 336	10 936	10 053
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 113 769	861 787	333 141

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	32,50	1 690,00	249 406	65 916	315 322
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,50	32,50	1 690,00	288 318	55 057	343 375
Cols bleus	4	4,00	37,50	1 950,00	95 658	3 222	98 880
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	13,50		5 330,00	633 382	124 195	757 577
Élus	9	7,00			52 263	10 239	62 502
	10	20,50			685 645	134 434	820 079

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	116 266	1 920 271			2 036 537
Autres	16	59 043				59 043
	17	175 309	1 920 271			2 095 580

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale															
Grefte et application de la loi	1	84 732	27		53	84 732	79	105	84 732	131				84 732	131
Évaluation	2	88 799	28		54	88 799	80	106	88 799	132				88 799	132
Autres	3	612 073	29	30 486	55	642 559	81	107	642 559	133				642 559	133
	4	785 604	30	30 486	56	816 090	82	108	816 090	134				816 090	134
Sécurité publique															
Police	5	606 148	31	18 668	57	624 816	83	109	85 642	135	539 174			539 174	135
Sécurité incendie	6	297 781	32		58	297 781	84	110		136	297 781			297 781	136
Sécurité civile	7	7 648	33		59	7 648	85	111		137	7 648			7 648	137
Autres	8		34		60		86	112		138					138
	9	911 577	35	18 668	61	930 245	87	113	85 642	139	844 603			844 603	139
Transport															
Réseau routier															
Voirie municipale	10	500 105	36	340 910	62	841 015	88	114		140	841 015			841 015	140
Enlèvement de la neige	11	208 418	37		63	208 418	89	115		141	208 418			208 418	141
Autres	12	51 797	38		64	51 797	90	116		142	51 797			51 797	142
Transport collectif	13	138 684	39		65	138 684	91	117		143	138 684			138 684	143
Autres	14		40		66		92	118		144					144
	15	899 004	41	340 910	67	1 239 914	93	119		145	1 239 914			1 239 914	145
Hygiène du milieu															
Eau et égout															
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94	120		146					146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	60 909	43	294 153	69	355 062	95	121	92 519	147	262 543			262 543	461 446
Traitement des eaux usées	18	99 445	44	2 210	70	101 655	96	122		148	101 655			101 655	148
Réseaux d'égout	19	5 075	45		71	5 075	97	123		149	5 075			5 075	149
Matières résiduelles															
Déchets domestiques et assimilés	20	176 170	46		72	176 170	98	124		150	176 170			176 170	150
Matières recyclables	21	41 132	47		73	41 132	99	125		151	41 132			41 132	151
Autres	22	10 219	48		74	10 219	100	126		152	10 219			10 219	152
Cours d'eau	23	18 391	49		75	18 391	101	127		153	18 391			18 391	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102	128		154					154
Autres	25	15 233	51		77	15 233	103	129		155	15 233			15 233	155
	26	426 574	52	296 363	78	722 937	104	130	92 519	156	630 418			630 418	461 446

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
		+	=	=	-	=						
Santé et bien-être												
Logement social	157	172	187		202	217				232		
Sécurité du revenu	158	173	188		203	218				233		
Autres	159	174	189		204	219				234		
	160	175	190		205	220				235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	130 638	176	1 677	191	132 315	206	221	132 315	236		
Rénovation urbaine	162		177		192	207		222		237		
Promotion et développement économique	163	11 436	178		193	11 436	208	223	11 436	238		
Autres	164	99 938	179		194	99 938	209	224	99 938	239		
	165	242 012	180	1 677	195	243 689	210	225	243 689	240		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	183 613	181	47 867	196	231 480	211	226	231 480	241		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	33 566	182	6 923	197	40 489	212	227	40 489	242		
Autres	168		183		198		213	228		243		
	169	217 179	184	54 790	199	271 969	214	229	271 969	244		
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215	230		245		
	171	3 481 950	186	742 894	201	4 224 844	216	178 161	231	4 046 683	246	461 446

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 657 196	474 236
Frais de financement	4		95 313
Autres	5		
	6	6 657 196	569 549

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 219 283	722 024
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 219 283	722 024
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	492 223	569 259
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(52 500)	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(35 000)	(35 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(37 000)	(37 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	367 723	497 259
Solde à la fin de l'exercice	12	1 587 006	1 219 283
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	35 000	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	35 000	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	35 000	35 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	35 000	35 000
Solde à la fin de l'exercice	22	70 000	35 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	504 084	582 307
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	504 084	582 307
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	58 401	(115 223)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	37 000	37 000
Financement des investissements en cours	29	48 777	
	30	144 178	(78 223)
Solde à la fin de l'exercice	31	648 262	504 084

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016		2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(134 146 )	(	(175 012)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			(353 882)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(134 146 )	(	178 870)
Affectations				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	(()
Activités de fonctionnement - Diminution	36			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(75 821 )	(	(44 724)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	44 724		
Solde à la fin de l'exercice	39	(165 243 )	(	134 146)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	40	(4 129 161)		(3 717 646)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			
Solde redressé au début de l'exercice	42	(4 129 161)		(3 717 646)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(1 611 385)		(411 515)
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46	(48 777)		
	47	(1 660 162)		(411 515)
Solde à la fin de l'exercice	48	(5 789 323)		(4 129 161)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	49	18 053 725		13 612 199
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			3 687 118
Solde redressé au début de l'exercice	51	18 053 725		17 299 317
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(2 982 179)	(()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	844 901		851 631
Variation résiduelle de l'exercice	56	5 869 578		(97 223)
Solde à la fin de l'exercice	57	21 786 025		18 053 725

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>350 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>350 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>350 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 | 7 | 3 | 5 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 0 | 2 | 8 | 1 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 1 | 5 | 5 | 4 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 6 | 9 | 5 | 4 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 3 | 8 | 6 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 5 , 0 | 0	\$
Égout	2	| | | , | |	\$
Eau et égout	3	| | | , | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| 9 | 6 , 0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 2 | 0 , 0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Égout - Commerces et Industries	244,0000	4	
Égout - Mixtes	157,0000	4	
Matières résiduelles - non résidentiel	215,0000	4	
Matières résiduelles - condos	134,0000	4	
Matières résiduelles - mixtes	184,0000	4	
Matières recyclables - résidentiel	40,0000	4	
Matières recyclables - non résidentiel	40,0000	4	
Matières recyclables - condos	94,0000	4	
Matières recyclables - mixtes	40,0000	4	
Règl. 92.06.04.05	,4600	2	
Règl. 02.06	239,7300	7	Unité
Règl. 02.12.03	,0956	2	
Règl. 06.07	,3050	2	
Règl. 06.09	,6279	2	
Règl. 05.03 C usine	5,4693	7	Unité
Règl. 05.03 D usine	285,7791	7	Unité
Règl. 05.03 E réseau	296,5743	7	Unité / superficie
Règl. 05.03 E usine	223,9619	7	Unité / superficie
Règl. 05.03 F usine	,1267	2	
Règl. 05.03 G usine	,2038	2	
Règl. 05.03 H réseau	23,0006	3	
Règl. 05.03 H usine	,0819	2	
Règl. 05.03 P usine	186,7300	7	Unité / superficie
Règl. 09.03	1,3007	2	
Règl. 10.04 secteur A-1	453,0400	7	Unité / superficie
Règl. 10.04 secteur A-2	248,7300	7	Unité / catégorie
Règl. 10.04 secteur B	481,6500	7	Unité / catégorie
Règl. 12.07 / 05.03 C usine	8,0830	7	Unité
Règl. 12.07 / 05.03 D usine	10,1085	7	Unité
Règl. 12.07 / 05.03 E usine	7,9219	7	Unité / superficie

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl. 12.07 / 05.03 E réseau	10,2206	7	Unité / superficie
Règl. 12.07 / 05.03 F usine	,0045	2	
Règl. 12.07 / 05.03 G usine	,0072	2	
Règl. 12.07 / 05.03 H réseau	,7927	3	
Règl. 12.07 / 05.03 H usine	,0029	2	
Règl. 12.07 / 05.03 P usine	6,6048	7	Unité / superficie
Règl. 12.07 / 06.07	,0151	2	
Règl. 12.07 / 06.09	,0220	2	
Règl. 13.04	131,4000	7	Unité / catégorie

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	154 670	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 508 319
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	10 000
	9	3 518 319

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	163 000
Traitement des eaux usées	12	199 310
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	712 246
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 074 556
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 074 556
	26	4 592 875

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	100
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	100

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	100

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 360 529 862	X 5 0,4790	/100\$ 6 1 726 938				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 116 135 888	X 11 1,0392	/100\$ 12 1 206 884				
Immeubles industriels	13 21 448 850	X 14 1,1678	/100\$ 15 250 480				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 14 426 400	X 20 0,7034	/100\$ 21 101 475				
Immeubles agricoles	22 56 959 700	X 23 0,3907	/100\$ 24 222 542				
Total			25 3 508 319	26 ()	27 ()	28	29 3 508 319
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 4 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 0	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déchets domestiques commerces/industries	255,0000	7	Par local
Traitement des eaux usées comm./industri	244,0000	7	Par local
Règ. 02.06 Pavage Phase IV-Des Fleurs	230,4400	7	Par unité
Règ. 02.12.03 Piste d'aéroport (90%)	0,0917	2	
Règ. 05.03 C Usine	5,4693	7	Par unité
Règ. 05.03 D Usine	288,0039	2	
Règ. 05.03 E Réseau	225,7054	7	Superficie vs unité
Règ. 05.03 E Usine	298,8831	7	Superficie vs unité
Règ. 05.03 F Usine	0,1276	2	
Règ. 05.03 G Usine	0,2054	2	
Règ. 05.03 H Réseau	17,7230	3	Frontage
Règ. 05.03 H Usine	0,0787	2	
Règ. 05.03 P Usine	188,1800	7	Superficie vs unité
Règ. 06.07	0,3053	2	
Règ. 06.09	0,5428	2	
Règ. 09.03	1,3032	2	
Règ. 10.04 A1	508,8500	7	Superficie vs unité
Règ. 10.04 A2	280,6550	7	Par unité
Règ. 10.04 B	480,8400	7	Par unité
Règ. 12.07 pour 05.03 C	7,8553	7	Par unité
Règ. 12.07 pour 05.03 D	9,8238	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 E Usine	7,6988	7	Superficie vs unité
Règ. 12.07 pour 05.03 E Réseau	9,9328	7	Superficie vs unité
Règ. 12.07 pour 05.03 F	0,0044	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 G	0,0070	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 H Usine	0,0028	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 H Réseau	0,5890	3	Frontage
Règ. 12.07 pour 05.03 P	6,4200	7	Unité
Règ. 12.07 pour 06.07	0,0147	2	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règ. 12.07 pour 06.09	0,0214	2	
Règ. 13.04	91,5000	7	Par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	4 592 875
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	4 592 875
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	798 319
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	798 319
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	3 794 556

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 112 799	233 098		89 755		156 482
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 112 799	233 098		89 755		156 482

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 435 057	19 903	461 225	3 508 319
De secteur	10				
Autres	11			10 000	10 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	712 246			712 246
Autres	13	362 310			362 310
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	2 509 613	19 903	471 225	4 592 875

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	176 384 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	3 922 293 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 494 837 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	329 589 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	219 983 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5000, rue des Loisirs
(no) (rue)
Saint-Mathieu-de-Boleil J3G 2C9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-7490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-2999
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction@munstmathbel.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Doris Parent

Téléphone (450) 467-7490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-2999
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction@munstmathbel.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornon SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4805, boulevard Lapinière, bureau 2100
(no) (rue)
Brossard J4Z 0G2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 445-6226
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-5021
(ind. rég.) (numéro)

Courriel grandmont.bernard@rcgt.com

Responsable du dossier Bernard Grandmond, FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Doris Parent , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Mathieu-de-Beloeil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Mathieu-de-Beloeil .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Mathieu-de-Beloeil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Mathieu-de-Beloeil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 2 390 214 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,6525 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-14 21:55:09

Date de transmission au Ministère : 2017/05/19